ABC STAND
Société par actions Simplifiée
Au capital de 10 000 euros
Siège social : ZAC de la Gobette 60540 PUISEUX LE HAUBERGER
RCS COMPIEGNE 838 317 667

Statuts mis à jour le 24/09/2024

Certifié conforme

ABC STAND
ZAC de la Gobette 60540 PUISEUX LE HAUBERGER
Tél : 01 30 34 59 07
contact@abcstand.com
SIRET : 838 317 667 000 31 - TVA : FR63 838 317 667

La soussignée,

La société AKOSENS au capital de 100 000 euros immatriculée au RCS de BEAUVAIS sous le numéro 821641958, dont le siège social est 14 rue de la Banque 60000 Beauvais

Seule associée, a établi ainsi qu'il suit les statuts modificatifs de la société par actions simplifiée.

ARTICLE 1 – FORME

Il existe entre le propriétaire des actions ci-après créées, une société par actions simplifiée unipersonnelle régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires et ne peut faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL

La société a pour objet en France et à l'étranger :

Organisation, promotion et gestion d'évènements sur salon, foire et tous types d'évènements.

ARTICLE 3 – DÉNOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination socialeABC STAND

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée au suivie immédiatement des mots écrit lisiblement "Société par actions simplifiées unipersonnelle" ou des initiales "S.A.S.U" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIÈGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé au ZAC DE LA GOBETTE — 60540 PUISEUX LE HAUBERGER

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes parsimple décision du président qui est habilité à modifier les statuts en conséquences.

ARTICLE 5 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 01 Avrilet finit le 31 Mars de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société auRegistre de Commerce et des Sociétés et sera clôturé le 31 Mars 2019.

ARTICLE 6 - DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation auRegistre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 7 – APPORTS

A la constitution, M. Kerdraon Jérôme apporte la somme de 1 000 euros,

La totalité de ces apports en numéraire, soit la somme de 1 000 euros a été déposée au crédit du compte n° ouvert au nom de la société en formation auprès de la Banque Populairerives de paris à Beauvais et correspond à 100 actions d'une valeur de 10 euros chacune.

A la constitution, le capital est entièrement libéré.

Suivant la décision de l'Associée unique en date du 18 juillet 2024, le capital social a été augmenté d'une somme de 53 000 euros en numéraire, pour être porté à 54 000 euros.

Suivant la décision de l'associée unique, en date du 24 septembre 2024, le capital social a été diminué d'une somme de 44 000 euros, pour être porté à 10 000 euros.

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

A la constitution, le capital a été fixé à mille euros (1 000 euros), réparti en 100 actions de 10euros chacune, de même catégorie.

Suite à l'augmentation du capital décidée par l'Associée unique le 18 juillet 2024, le capital social est fixé à cinquante-quatre mille euros (54 000 euros), réparti en 540 actions de 100 euros chacune, de même catégorie.

Suite à la réduction du capital, décidée par l'associée unique, le 24 septembre 2024, la capital social est fixé à dix-mille euros, réparti en 100 actions de 100 euros chacune de même catégorie

ARTICLE 9 — MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon les modalités prévues parla loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnantaccès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

2 — La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'actionnaire unique délibérant dansles conditions prévues par la loi.

ARTICLE 10 — LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité dela prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir dans de délai de cinq ans à compter du jour oùl'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital. Les appels de sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

ARTICLE 11 — FORMES DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elle donne lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur. Tout actionnaire peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 12 — TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions de sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociablesà compter de la réalisation de celle-ci. Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni et agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci. La société peut exigerque les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier ministériel.

ARTICLE 13 — DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelleà la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque action donne en outre le droit au votre et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévuespar la loi et les statuts.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et les valeurssociales, ni en demander le partage ou la licitation.

ARTICLE 14 - GESTION DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président.

Le Président de la société est élu à la majorité simple par l'assemblée générale. Le mandatdu Président est renouvelable sans limitation.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure deredressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décisionde nomination.

ARTICLE 15 — CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de Commerce, le Commissaire aux Comptes, s'il en est nommé un, présente un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président et actionnaire unique.

En application des dispositions de l'article L227-11 du Code de Commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leur implications financières sont significative pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes.

Les interdictions prévues à l'article L225-43 du Code de Commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président.

ARTICLE 16 — DECISIONS COLLECTIVES

L'assemblée générale est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :
-approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
-approbation des conventions règlementées,
-nomination des Commissaires aux Comptes,
-augmentation, amortissement et réduction du capital social,
-transformation de la Société,
-modification des statuts, sauf transfert du siège social.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

ARTICLE 17 — FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devrons être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbationdes comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif.

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président

et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuilletsmobiles numérotés.

ARTICLE 18 — INVENTAIRE — COMPTES ANNUELS

Il est tenue une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et auxusages du commerce. A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée parle bilan et le compte de résultat.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, l'actionnaire doit statuer sur les comptes annuels, au vu du rapportde gestion et des rapports du Commissaire aux Comptes s'il y a lieu.

ARTICLE 19 — CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de laSociété deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, décider en assemblée générale s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.
Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égalà celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 20 — DISSOLUTION — LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration duterme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision de l'actionnaire.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.
Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliserl'actif. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

ARTICLE 21 — CONTESTATIONS

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutesautres difficultés.

ARTICLE 22 — NOMINATION DES DIRIGEANTS

Le président de la société nommé au termes *des* présents statuts pour une durée indéterminée est la SASU AKOSENS Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 1.OOO euros Siège social : 8 RUE PHILIPPE DE DREUX 60DOCI BEAUVAIS 821 64195B RCS Beauvais

AKOSENS a préalablement à la signature des statuts, déclaré accepter lesdites actions et déclaré ne faire l'objet d'aucune incompatibilité ni aucune interdiction susceptible de lui interdire l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 23 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacund'entre eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculé au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 24 – FORMALITES DE PUBLICITE – POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme desprésentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de lasociété.

Il a été fait en 3 exemplaires originaux des présents statuts.

Fait à **Chambly**

Le 24 septembre 2024

Monsieur Frédéric BUNEL

